ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

déficit budgétaire

Question au Gouvernement n° 2422

Texte de la question

DEFICIT BUDGETAIRE

M. le président. La parole est à M. Didier Migaud, pour le groupe socialiste.

M. Didier Migaud. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, pourquoi prenez-vous autant de liberté avec la vérité ?

M. Jean-Pierre Brard. C'est un artiste qui s'ignore !

M. Didier Migaud. À moins que ce ne soit devenu un sport gouvernemental, comme on pourrait le croire après avoir entendu M. Bas ?

S'agissant de la dette, vous ne pouvez pas à la fois saluer le caractère pluraliste de la commission Pébereau et faire une lecture partiale, politicienne, de ses conclusions, qui ne sont pas celles que vous dites. Vous affirmez être préoccupé par le poids de notre endettement, mais alors pourquoi poursuivez-vous une politique qui l'a très sensiblement aggravé depuis juin 2002 ? *(" Très bien ! " sur les bancs du groupe socialiste.)*

Pour illustrer mon propos, je citerai quelques chiffres fournis par votre ministère. La dette représentait 58,5 % de la richesse nationale en 1997, 56,2 % fin 2001, pour remonter à près de 66 % aujourd'hui. Vous reprochez aux socialistes son poids excessif, mais il a baissé sous la législature précédente *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)*...

M. François Hollande. C'est incontestable !

M. Didier Migaud. ...alors qu'il explose depuis juin 2002.

De la même manière, vous nous reprochez le poids excessif de la dépense publique, mais il a baissé sous la législature précédente - il était de 53,8 % en 1997 et de 51, 7 % en 2001 - pour remonter depuis 2002 et atteindre 53,5 %. Vous avez beau nier de la tête, monsieur le ministre, ce sont les chiffres de votre ministère !

Le gouvernement Jospin a montré qu'il était possible de mener des politiques de croissance, d'emploi et de solidarité *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)* sans dégrader les comptes publics, ce que vous faites malheureusement. Vous invoquez la croissance, mais elle est plus forte aujourd'hui dans le monde qu'elle ne l'était à l'époque.

M. Guy Geoffroy. La question !

M. Didier Migaud. Vous aimez vous attarder sur le passé, monsieur le ministre, mais vous êtes comptable du présent et des décisions que vous prenez. Or vous menez une politique qui étouffe la croissance et hypothèque l'avenir en dégradant nos comptes. Il est malheureusement à craindre que ce soit au gouvernement issu des élections de 2007 de réparer les dégâts de votre gestion injuste et imprévoyante.

Avec vous, c'est " Faites ce que je dis, surtout pas ce que je fais ! "

Plusieurs députés du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. La question !

M. Didier Migaud. Alors que la commission Pébereau recommande de ne pas baisser les impôts pour revenir à l'équilibre, vous proposez une réduction de plus de 6 milliards d'euros, qui interviendra pour l'essentiel en 2007. C'est là un comportement électoraliste et irresponsable !

M. le président. Veuillez poser votre question, monsieur Migaud.

M. Didier Migaud. J'y viens justement, monsieur le président. *(" Ah ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Comment pourrez-vous réduire la dette dans ces conditions ? Quels impôts pesant sur l'ensemble des Français

allez-vous augmenter pour compenser les baisses ciblées au bénéfice des plus aisés ? Pourquoi présentez-vous un budget qui alourdit le déficit et aggrave encore l'endettement ? Comment pouvez-vous mener une politique totalement contraire à votre discours, mais aussi aux intérêts de la France et des Français ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*
M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.
M. Patrick Roy. Dites la vérité, pour une fois !
M. Thierry Breton, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.* Monsieur le député, l'honneur du gouvernement de Dominique de Villepin...
M. François Hollande. L'honneur perdu !
M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ...c'est de se saisir des problèmes, ce que vous avez précisément refusé de faire. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)* Puisque vous nous invitez à nous pencher sur le passé, parlons un peu des années 1997 à 2002 : ayant fait partie de la commission Pébereau, vous savez fort bien que durant toute cette période, les socialistes n'ont jamais eu le courage d'ouvrir le dossier de la dette.
M. Augustin Bonrepaux. Vous, vous l'aggravez sans arrêt !
M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Pendant ce temps, tous les pays européens profitaient de la croissance de l'Europe - plus 3 % pendant cinq ans, du jamais-vu depuis trente ans - pour s'attaquer au problème. L'Italie a diminué sa dette de 10 %, l'Angleterre de 20 %, les Pays-Bas de 15 %, la Belgique et l'Espagne de 20 %. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*
M. Henri Emmanuelli. Et l'Allemagne ?
M. Augustin Bonrepaux. Vous ne répondez pas à la question !
M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Alors que vous avez laissé les choses se faire, le gouvernement de Dominique de Villepin a décidé d'agir. Car voyez-vous, une dette, c'est comme une voiture qui roule à cent à l'heure : à ses côtés, les intérêts vont au même train. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*
Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 2002, les seuls intérêts de la dette s'élevaient à 200 milliards d'euros, auxquels se sont ajoutés les 100 milliards de dépenses supplémentaires liées au financement des 35 heures. *(Même mouvement.)* Pour la première fois, nous avons donc décidé d'opérer en " zéro volume ", c'est-à-dire de ne pas dépenser plus que ce dont nous disposions.
M. François Hollande. C'est faux !
M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Nous avons dû corriger les erreurs historiques que vous avez commises : la retraite à 60 ans décidée de façon unilatérale, les 35 heures, les nationalisations, l'embauche de 300 000 fonctionnaires entre 1981 et 2000.
M. Patrick Roy. La rengaine habituelle !
M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Le Premier ministre a décidé de s'attaquer à ce grave problème qui concerne tous les Français, mais aussi leurs enfants. Il a donc annoncé la convocation d'une conférence nationale des finances publiques, où tout le monde pourra s'exprimer. D'autre part, il a eu le courage de prendre un engagement chiffré de réduction de la dette dans les cinq ans qui viennent. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*
Croissance, emploi, réduction de la dette, voilà le triptyque du Gouvernement de Dominique de Villepin. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : M. Didier Migaud
Circonscription : Isère (4e circonscription) - Socialiste
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2422
Rubrique : Finances publiques
Ministère interrogé : économie
Ministère attributaire : économie

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 22 décembre 2005
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 décembre 2005